



## Rebonds

### Economiques

## Le cadeau de Sarkozy à l'Opep

Par Philippe MARTIN  
lundi 25 octobre 2004

Philippe Martin est professeur à Paris-I et chercheur  
au Ceras-CNRS.

Depuis trente ans, le prix du pétrole revient régulièrement perturber la croissance des pays industrialisés. Contrairement aux crises précédentes de 1973, 1979 et 1990, celle que nous connaissons actuellement n'est pas causée par une rupture de l'offre. L'augmentation du prix du pétrole (d'environ 70 % depuis le début de l'année) s'explique essentiellement par la demande de la Chine qui, avec une économie en croissance de plus de 10 %, a augmenté ses importations de 45 % sur les sept premiers mois de l'année. La soif chinoise de pétrole, qui ressemble à celle du Japon des années 60, a coïncidé avec une demande forte de la part des Etats-Unis, ainsi que d'autres pays d'Asie comme l'Inde. Peu importe à l'automobiliste que cette augmentation trouve sa cause dans les méandres politiques du Moyen-Orient ou le boom économique chinois. En revanche, l'origine du choc n'est pas sans conséquence sur l'impact macroéconomique qu'on peut en attendre.

En soi, l'augmentation du prix du pétrole aura un impact négatif non négligeable sur la croissance en Europe, même s'il est peu probable qu'il suffise à nous plonger en récession : une augmentation permanente de 20 % des prix réduirait la croissance d'environ 0,5 point pour les pays de la zone euro. Le danger, rappelé par une étude récente de la Banque centrale européenne, est que l'effet d'une augmentation des prix du pétrole sur la croissance, ne soit pas linéaire : une augmentation du baril de 45 à 55 dollars est beaucoup plus dommageable qu'une augmentation de 25 à 35 dollars. Reste que cet impact négatif ne peut être séparé de l'impact positif de la croissance chinoise et des pays émergents qui est à l'origine de ce choc pétrolier. Or, dans la zone euro, la croissance est encore largement tirée, à hauteur de 0,4 point, par les exportations. Le solde de l'impact positif de la croissance mondiale sur notre économie et de l'effet induit via les prix du pétrole est difficile à estimer, mais il reste moins dommageable que celui des chocs pétroliers précédents. L'accusation d'insincérité du budget 2005 qui sous-estimerait les effets de l'augmentation des prix du pétrole est donc en partie exagérée.

Quelles conséquences pour la politique économique ? Pour ce qui est de la politique monétaire, la réaction n'est pas facile car la Banque centrale européenne doit faire face à un dilemme. Si elle augmente les taux d'intérêt pour contrer l'effet inflationniste des prix du pétrole, elle amplifie l'effet négatif sur la demande en décourageant la consommation et l'investissement. Si elle baisse ses taux, elle risque de voir le choc inflationniste s'amplifier en se propageant aux salaires et aux autres prix de l'économie. Il y a donc de fortes chances que la Banque centrale ne fasse rien.

Du côté de la politique fiscale, il faut espérer qu'aucun autre pays industrialisé n'imité la décision précipitée de M. Sarkozy de baisser les taxes pétrolières en réaction à la hausse des prix. Les socialistes, en leur temps, avaient fait la même bourde avec la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) flottante. Cette fois-ci, on a juste attendu que la pression politique monte. L'objectif, dans les deux cas, est censé être de protéger les consommateurs. Le problème est que les premiers à applaudir sont les pays membres du cartel de l'Opep. En effet, la seule raison qu'a un monopole de ne pas augmenter ses prix indéfiniment est la crainte de subir une baisse de la demande et donc de ses profits. En diminuant les taxes en réaction à l'augmentation du prix, le gouvernement français assure au cartel de l'Opep que la demande ne baissera pas ou peu. Il vient donc de lui donner le feu vert pour

une nouvelle augmentation des prix. Certes, la demande française de pétrole compte assez peu sur le marché mondial, mais cette décision est un bien mauvais exemple donné aux autres pays européens qui viennent d'ailleurs de la critiquer. Par ailleurs, il est probable que les distributeurs français, pas vraiment en situation de concurrence pure et parfaite, comme disent les économistes, exploiteront aussi cette décision pour traduire plus facilement les hausses du prix du baril sur les prix à la pompe.

La crainte d'une amputation du pouvoir d'achat ou de la mise en difficulté de certains secteurs pouvait légitimer l'idée de redistribuer les recettes fiscales pétrolières en augmentation. Cependant, on pouvait le faire autrement, sans faire de cadeau à l'Opep ni aux distributeurs, par exemple de manière forfaitaire en offrant un chèque à tous les ménages. Ou bien on aurait pu en profiter pour financer la recherche dans le domaine des économies d'énergie ou des énergies de substitution. Cela aurait envoyé aux producteurs le bon message : «une augmentation des prix aboutira à une forte baisse de la demande». Un message exactement inverse de celui que leur a envoyé M. Sarkozy, qui laisse à son successeur le soin de gérer les conséquences de sa précipitation.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=248600>

© Libération